

Politique de protection des données personnelles du Site Internet Proagri Info règlementaire

Version 1.0 – Cette version est applicable à partir du 02/03/2023.

La présente politique de protection des données personnelles vise à vous informer sur la collecte et le traitement de données personnelles dans le cadre du Site Internet <https://info-reglementaire.proagri.fr> (le « **Site** »).

Cette politique vous est destinée si :

- vous êtes un visiteur du Site (vous êtes un « **Internaute** ») ;
- et/ou vous êtes un visiteur du Site s'étant créé un espace personnel pour disposer de certains services avancés (vous êtes un « **Internaute connecté** »).

Cette politique n'est pas de nature contractuelle et ne crée pas d'obligation au-delà de ce qui est déjà prévu par la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles.

QUI SONT LES ENTITES RESPONSABLES DES TRAITEMENTS DE DONNEES PERSONNELLES ET QUEL EST L'OBJET DE LA PRESENTE POLITIQUE ?

Vos données personnelles recueillies sur et via le Site sont traitées dans le respect de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 dite loi « Informatique et Libertés » (la « **LIL** ») modifiée et du règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données dit règlement général sur la protection des données (le « **RGPD** »).

Elles sont traitées :

- pour partie, sous la responsabilité conjointe de Chambres d'agriculture France (« **CDA France** ») et des Chambres d'agriculture titulaires de la mission de service public relative à l'information règlementaire (« **CAs** ») ;
- pour partie, seulement sous la responsabilité conjointe des Chambres d'agriculture titulaires de la mission de service public relative à l'information règlementaire (« **CAs** ») ;
- pour partie, sous la seule responsabilité de la Chambre d'agriculture titulaire de la mission de service public relative à l'information règlementaire du territoire que vous avez renseigné (« **CA** »).

I. INFORMATIONS SUR LES TRAITEMENTS MIS EN ŒUVRE SOUS LA RESPONSABILITE CONJOINTE DE CDA FRANCE ET DES CAS

Finalités et fondements juridiques des traitements :

Finalité poursuivie	Fondement juridique
Gestion technique du Site <i>Incluant l'authentification des Internautes connectés et l'administration de leurs droits d'accès, la surveillance des accès au Site et la détection d'attaques informatiques, la gestion des notifications adressées aux Internautes connectés par email relatives aux services fournis sur le Site et toute autre opération pour fournir ces services, sécuriser le Site et les données hébergées sur ce dernier.</i>	Intérêts légitimes CDA France et CAS (fourniture des services du Site, sécurité du Site et des données hébergées).
Gestion de l'évolution du Site <i>Réalisation de statistiques d'audience du Site</i>	Intérêts légitimes de CDA France et des CAS (évolution du service, documenter la réalisation de la mission de service public).
Gestion des demandes d'exercice des droits prévus par le RGPD et la LIL	Respect de l'obligation légale de répondre aux demandes d'exercice de droits et de vérifier en cas de doute raisonnable l'identité du demandeur.

Catégories de données personnelles traitées :

- données d'identification (identifiant et mot de passe, nom, prénom, adresse email, localisation) ;
- données techniques de connexion (adresses IP, logs, dates et heures des actions, certificat d'authentification, cookies, etc.).

Les données personnelles traitées ont été collectées :

- soit auprès de vous à partir des formulaires ;
- soit par le biais de cookies et autres technologies similaires utilisées sur le Site.

La collecte et le traitement des données personnelles sont-ils obligatoires ?

La collecte et le traitement des données techniques de connexion au Site telles que les logs, l'adresse IP sont obligatoires pour la production de résultats statistiques anonymes dans l'objectif de poursuivre uniquement l'évolution de la consultation du site et de documenter la réalisation de la missions de service public. Aucune utilisation commerciale de ces données techniques de connexion n'est autorisée.

La collecte de données personnelles est également obligatoire pour les justificatifs d'identité pouvant être demandés en cas de doute raisonnable sur l'identité d'une personne formant une demande d'exercice de droits. Cette obligation découle de la réglementation applicable. A défaut de collecte, les CAs ne seront pas en mesure de répondre à vos éventuelles demandes. La collecte et le traitement des autres données personnelles dans le cadre des traitements mis en œuvre sous la responsabilité conjointe de CDA France et des CAs ne sont pas obligatoires.

Entités ayant accès à vos données personnelles dans le cadre des traitements :

Dans la mesure où cela est nécessaire pour accomplir les finalités précitées, les données personnelles sont transmises, selon les traitements :

- aux collaborateurs de CDA France en charge de la gestion, de l'administration et de l'évolution du Site ;
- aux collaborateurs des CAs en charge de la mission de service public ;
- aux prestataires autorisés.

Durées de conservation des données personnelles :

Finalité poursuivie	Durée de conservation des données
Gestion technique du Site	Pour les Internautes : 6 mois. Pour les Internautes connectés : 3 mois à compter de la suppression de l'Espace personnel.
Gestion de l'évolution du Site	1 an à l'issue de votre navigation.
Gestion des demandes d'exercice des droits prévus par le RGPD et la loi Informatique et Libertés	Pendant l'année civile de la demande, plus 5 ans. Les pièces d'identité éventuellement transmises sont : - immédiatement supprimées lorsque la demande ne nécessitait pas la transmission d'une pièce d'identité ; - supprimées 1 an après réception de la demande dans les autres cas.

Les grandes lignes de la répartition des responsabilités entre CDA France et les CAs :

Finalité poursuivie	Acteur en charge
Gestion technique du Site	CDA France
Gestion de l'évolution du site	CDA France
Respect de l'obligation légale de répondre aux demandes d'exercice de droits et de vérifier en cas de doute raisonnable l'identité de l'émetteur de la demande.	CAs

Les finalités des traitements définies ci-avant ont été déterminées d'un commun accord par les responsables conjoints et ne pourront être modifiées sans leur accord. Chaque responsable conjoint s'est engagé à les respecter et à ne pas poursuivre des finalités ultérieures incompatibles. Cela n'empêche pas les CAs de poursuivre leurs propres finalités dans le cadre de traitements réalisés sous leur responsabilité conjointe et sous leur seule responsabilité dans le respect du principe de limitation des finalités prévu à l'article 5 1. b) du RGPD.

Les responsables conjoints s'assurent, pour les opérations de traitement leur incombant, de ne traiter que les données personnelles qui sont pertinentes et strictement nécessaires pour répondre aux finalités poursuivies par les traitements conjoints et aux opérations qu'ils réalisent.

Chaque responsable conjoint veille à tenir à jour les données personnelles, effacer ou rectifier les données personnelles sous son contrôle dans le respect du principe d'exactitude du RGPD. Lorsqu'un responsable conjoint constate une inexactitude, une erreur, une incohérence ou la présence de données personnelles obsolètes, il informera les autres responsables conjoints disposant des mêmes données afin qu'il soit procédé aux corrections nécessaires.

Les durées de conservation des données définies ci-après ont été déterminées d'un commun accord par les responsables conjoints. Chaque responsable conjoint s'est engagé à respecter les durées de conservation des données personnelles définies ci-avant et à s'assurer de la suppression ou de l'anonymisation des données personnelles à l'expiration de ces durées. Chaque responsable conjoint est responsable de cette obligation pour les opérations de traitements conjoints qu'il effectue. Cela n'empêche toutefois pas les CAs d'appliquer d'autres durées de conservation dans le cadre des traitements réalisés sous leur responsabilité conjointe ou leur sa seule responsabilité avec les mêmes données.

Chaque responsable conjoint assure la confidentialité et la sécurité des données personnelles sous son contrôle.

La présente politique a été rédigée par CDA France et a été agréée par l'ensemble des responsables conjoints. CDA France est en charge de la communication aux Internautes et aux Internautes connectés sur le Site de cette politique et de la rédaction des mentions qui y sont associées.

En cas de demande d'exercice de droits concernant les traitements conjoints formée par une personne concernée par les données traitées, cette demande sera traitée par les CAs du territoire renseigné par l'Internaute (département dans le formulaire de contact) ou l'Internaute connecté (localisation dans le formulaire de création d'un espace personnel). CDA France apportera son soutien et son assistance aux CAs.

Chaque responsable conjoint peut faire appel à des sous-traitants pour mener certaines activités de traitements conjoints sous réserve de s'assurer du respect du RGPD pour les sous-traitants qu'il sélectionne et avec lesquels il contracte.

Aucune analyse d'impact n'est requise pour les traitements conjoints. Toute modification faisant naître la nécessité d'une telle analyse d'impact ne pourra intervenir sans l'accord de tous les responsables conjoints concernés.

Aucun transfert de données personnelles en dehors de l'Espace Economique Européen ne peut intervenir sans que le responsable conjoint à son origine se soit assuré d'avoir pris les garanties suffisantes pour protéger les données transférées et que les personnes concernées par les données transférées n'aient été informées.

Chaque responsable conjoint veille au respect des autres dispositions du RGPD pour les opérations de traitement sous son contrôle et devra inscrire les traitements conjoints dans son propre registre des activités de traitements.

II. INFORMATIONS SUR LES TRAITEMENTS MIS EN ŒUVRE SOUS LA RESPONSABILITE CONJOINTE DES CAs

Finalités et fondements juridiques des traitements :

Finalité poursuivie	Fondement juridique
Création et gestion du compte personnel (alertes mails, historiques de recherche, création de favoris)	Consentement matérialisé par la soumission du formulaire « Valider la création de votre compte »
Collecte et conservation de la preuve du consentement des Internautes connectés à la création de leur espace personnel, à la gestion de leurs alertes, ainsi que de la preuve de la prise de connaissance des Conditions générales d'utilisation du Site par ces derniers.	Intérêts légitimes des CAs (préservation de leurs droits et intérêts)
Facilitation de la navigation des Internautes connectés incluant notamment une personnalisation de l'interface constituant un élément intrinsèque et attendu des services du Site.	Intérêts légitimes des CAs (fourniture des services, bon fonctionnement du Site)
Réalisation de statistiques d'audience du Site et d'utilisation des services avancés proposés par les CAs	Intérêts légitimes des CAs pour documenter la réalisation de la mission de service public.
Gestion des demandes d'exercice des droits prévus par le RGPD et la loi Informatique et Libertés	Respect de l'obligation légale de répondre aux demandes d'exercice de droits et de vérifier en cas de doute raisonnable l'identité du demandeur

Catégories de données personnelles traitées :

- données d'identification (localisation, département) ;
- données techniques de connexion (adresses IP, logs, dates et heures des actions, certificat d'authentification, cookies, etc.) ;
- données de gestion des Fiches nationales et locales (objet, livrable, suivi, nature de l'alerte, statistiques) ;
- statistiques d'audience du Site et d'utilisation des services avancés proposé par les CAs.

Les données personnelles traitées ont été collectées :

- soit auprès de vous à partir du formulaire de création de compte et de vos choix ;
- soit par le biais de cookies et autres technologies similaires utilisées sur le Site.

La collecte et le traitement des données personnelles sont-ils obligatoires ?

Si vous êtes un Internaute :

La collecte et le traitement des données d'identification, celles relatives à votre localisation, ainsi que les données techniques de connexion au formulaire sont obligatoires. Elle vise à assurer la sécurité du formulaire et celle des données saisies et importées, ainsi qu'à permettre à la CA compétente de vous répondre.

Si vous êtes un Internaute connecté :

La collecte et le traitement de l'identifiant, du mot de passe, du nom, du prénom, de l'adresse email, et de la localisation sont obligatoires.

Cette obligation découle des Conditions générales d'utilisation acceptées pour l'utilisation du Site et visent à vous permettre d'accéder aux services avancés du Site, à obtenir un nouveau mot de passe en cas de mot de passe oublié, à être contacté par la CA en charge du traitement des demandes reçues via le formulaire de contact en fonction de la localisation renseignée dans le formulaire. A défaut de collecte, l'accès aux services avancés du Site sera impossible.

Pour toutes les personnes :

La collecte et le traitement des données techniques de connexion au Site telles que les logs, l'adresse IP, le certificat d'authentification sont obligatoires pour la production de résultats statistiques anonymes dans l'objectif de poursuivre uniquement l'évolution de la consultation du site. Aucune utilisation commerciale de ces données techniques de connexion n'est autorisée.

La collecte de données personnelle est également obligatoire pour les justificatifs d'identité pouvant être demandés en cas de doute raisonnable sur l'identité d'une personne formant une demande d'exercice de droits. Cette obligation découle de la réglementation applicable. A défaut de collecte, la CA ne sera pas en mesure de répondre à vos éventuelles demandes. La collecte et le traitement des autres données personnelles dans le cadre des traitements mis en œuvre sous la responsabilité conjointe des CAs ne sont pas obligatoires.

Entités ayant accès à vos données personnelles dans le cadre des traitements :

Dans la mesure où cela est nécessaire pour accomplir les finalités précitées, les données personnelles sont transmises, selon les traitements :

- aux collaborateurs des CAs en charge de la mission de service public et des fiches nationales et locales.
- Aux prestataires autorisés.

Durées de conservation des données personnelles :

Finalité poursuivie	Durée de conservation des données
Création et gestion du compte personnel (alertes mails, historiques de recherche, création de favoris)	3 mois à compter de la suppression de l'Espace personnel.
Collecte et conservation de la preuve du consentement des Internauts connectés à la création de leur compte personnel, à la gestion de leurs alertes, ainsi que de la preuve de la prise de connaissance des Conditions générales d'utilisation du Site	3 mois à compter de la suppression de l'Espace personnel.
Facilitation de la navigation des Internauts connectés incluant notamment une personnalisation de l'interface constituant un élément intrinsèque et attendu des services du Site.	Pour les Internauts : pendant l'utilisation du Site. Pour les Internauts connectés : pendant la durée de l'existence de l'Espace personnel.
Réalisation de statistiques d'audience du Site et d'utilisation des services avancés proposés par la CA	1 an à l'issue de votre navigation
Gestion des demandes d'exercice des droits prévus par le RGPD et la loi Informatique et Libertés	Pendant l'année civile de la demande, plus 5 ans. Les pièces d'identité éventuellement transmises sont : - immédiatement supprimées lorsque la demande ne nécessitait pas la transmission d'une pièce d'identité ; - supprimées 1 an après réception de la demande dans les autres cas.

La présente politique a été rédigée par CDA France en sa qualité de sous-traitant des CAs et a été agréée par chacune des CAs. CDA France est en charge de la communication aux Internauts et aux Internauts connectés sur le Site de cette politique et de la rédaction des mentions qui y sont associées.

III. INFORMATIONS SUR LES TRAITEMENTS MIS EN ŒUVRE SOUS LA SEULE RESPONSABILITE DE LA CA

Finalités et fondements juridiques des traitements :

Finalité poursuivie	Fondement juridique
Réalisation de statistiques d'audience du Site et d'utilisation des services avancés proposés par la CA	Intérêts légitimes de la CA pour documenter la réalisation de la mission de service public.
Gestion des demandes d'exercice des droits prévus par le RGPD et la loi Informatique et Libertés	Respect de l'obligation légale de répondre aux demandes d'exercice de droits et de vérifier en cas de doute raisonnable l'identité de l'émetteur de la demande.

Catégories de données personnelles traitées :

- données techniques de connexion (adresses IP, logs, dates et heures des actions, certificat d'authentification, cookies, etc.).

Les données personnelles traitées ont été collectées :

- par le biais de cookies et autres technologies similaires utilisées sur le Site.

La collecte et le traitement des données personnelles sont-ils obligatoires ?

La collecte et le traitement des données techniques de connexion au Site telles que les logs, l'adresse IP sont obligatoires pour la production de résultats statistiques anonymes dans l'objectif de poursuivre uniquement l'évolution de la consultation du site. Aucune utilisation commerciale de ces données techniques de connexion n'est autorisée.

Entités ayant accès à vos données personnelles dans le cadre des traitements :

- aux collaborateurs de la CA en charge de la rédaction et de la publication des fiches nationales et locales ;
- aux collaborateurs de la CA en charge du traitement des demandes reçues via le formulaire de contact ;
- aux prestataires autorisés.

Durées de conservation des données personnelles :

Finalité poursuivie	Durée de conservation des données
Réalisation de statistiques d'audience du Site et d'utilisation des services avancés proposés par la CA	1 an à l'issue de votre navigation
Gestion des demandes d'exercice des droits prévus par le RGPD et la loi Informatique et Libertés	Pendant l'année civile de la demande, plus 5 ans. Les pièces d'identité éventuellement transmises sont : - immédiatement supprimées lorsque la demande ne nécessitait pas la transmission d'une pièce d'identité ; - supprimées 1 an après réception de la demande dans les autres cas.

La présente politique a été rédigée par CDA France en sa qualité de sous-traitant de la CA et a été agréée par chacune des CA concernées. CDA France est en charge de la communication aux Internaute et aux Internaute connectés sur le Site de cette politique et de la rédaction des mentions qui y sont associées.

IV. INFORMATIONS SUR LES COOKIES

Les CAs et la CA traitent également des données personnelles vous concernant via des cookies.

Certains cookies ou traceurs, sont strictement nécessaires à la fourniture du service en ligne proposé par le Site tels que l'historique de recherche, les facettes, les paniers, tris des résultats ou encore pour les statistiques d'utilisation (recherches effectuées, pages consultées, téléchargements de documents numériques, etc.). A ce titre, ils ne requièrent pas votre accord. Vos données personnelles sont traitées par la CA sur la base de l'intérêt légitime.

Il s'agit des traceurs suivants :

Nom du traceur	Description	Durée de conservation
PhpMyBibli-OPACDB	Nom de la base de données	< 12 mois
PHPSESSID	Identifiant de la session PHP	session du navigateur
PmbOpac-LOGIN	Login du lecteur si connecté	session du navigateur
PmbOpac-SESSID	Identifiant de la session PMB	session du navigateur
PmbOpac-SESSNAME	Nom de la session dans PMB	session du navigateur
mbOpac-DATABASE	Transmettre des éléments entre différentes bases de données.	session du navigateur
Cookie_trigger-actu	Enregistrement du clic sur le Site à proximité du bandeau "Actualités" pour éviter qu'il apparaisse à la prochaine page consultée	session du navigateur

Certains autres cookies ou traceurs, vous permettent d'activer ou de désactiver des cookies ou traceurs dont la finalité est de distinguer les utilisateurs lors de collectes d'informations sur les pages visitées.

Il s'agit du traceur suivant :

Nom du traceur	Description	Durée de conservation	Formalisation
PhpMyBibli-COOKIECONSENT	Enregistrement du consentement sur l'acceptation des cookies, afin de ne pas lui reposer la question par la suite	validité < 13 mois	Bouton Accepter Bouton Refuser

V. INFORMATIONS COMMUNES SUR LES TRAITEMENTS

Transferts des données personnelles en dehors de l'Espace Economique Européen ?

Vos données ne font pas l'objet de transferts en dehors de l'Espace Economique Européen.

Quels sont vos droits sur vos données personnelles ?

Vous disposez, dans les conditions définies aux articles 15 et suivants du RGPD :

- du droit d'obtenir la confirmation que des données personnelles vous concernant sont ou ne sont pas traitées et, lorsqu'elles le sont, l'accès aux dites données personnelles ainsi qu'à plusieurs informations sur les traitements effectués (droit d'accès – article 15 du RGPD) ;
- du droit d'obtenir la rectification des données personnelles vous concernant qui sont inexactes (droit de rectification – article 16 du RGPD) ;
- du droit d'obtenir l'effacement de données personnelles vous concernant dans certains cas (droit d'effacement ou « à l'oubli » – article 17 du RGPD) ;

- du droit d'obtenir la limitation des traitements dans certains cas (droit à la limitation du traitement – article 18 du RGPD) ;
- du droit de recevoir les données personnelles que vous avez fournies, dans un format structuré, et/ou de demander de transmettre ces données à un autre responsable de traitement, lorsque le traitement est fondé sur le consentement ou sur le contrat et que le traitement est effectué à l'aide de procédés automatisés (droit à la portabilité des données – article 20 du RGPD) ;
- du droit de définir, modifier et révoquer à tout moment des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication des données personnelles les concernant après votre mort en application de l'article 85 de la loi Informatique et Libertés modifiée. Ces directives peuvent être générales ou particulières. Le ou les responsables de traitement peuvent uniquement être dépositaires des directives particulières concernant les données traitées, les directives générales peuvent être recueillies et conservées par un tiers de confiance numérique certifié par la CNIL.

Vous avez aussi le droit de désigner un tiers auquel les données vous concernant pourront être communiquées après votre mort. Vous devez alors vous engager à (i) informer ce tiers de votre démarche et du fait que des données permettant de l'identifier sans ambiguïté seront transmises à la CA et (ii) à lui communiquer la présente politique de protection des données.

Vous avez également le droit d'obtenir qu'il soit mis un terme aux traitements des données personnelles vous concernant (droit d'opposition – article 21.1. du RGPD) ;

Pour plus d'informations sur vos droits et les conditions dans lesquels vous pouvez les exercer, vous pouvez consulter le dossier de la CNIL accessible à l'adresse suivante : <https://www.cnil.fr/fr/les-droits-pour-maitriser-vos-donnees-personnelles>

Dans tous les cas, vous pouvez exercer vos droits de la manière suivante :

- en écrivant à la CA du territoire que vous avez renseigné dans le(s) formulaire(s) via le formulaire de Contact. Les Internautes connectés peuvent également rectifier certaines informations directement sur le Site.

En cas de doute raisonnable, la CA sera amenée à vous demander des informations ou documents supplémentaires afin de vérifier votre identité.

Pour répondre aux demandes relatives à l'exercice des droits précités aucun paiement n'est exigé. Toutefois, conformément à l'article 12 du RGPD, lorsque les demandes d'une personne concernée sont manifestement infondées ou excessives, par exemple en raison de leur caractère répétitif, la CA pourra exiger le paiement de frais raisonnables qui tiennent compte des coûts administratifs supportés pour fournir les informations, procéder aux communications ou prendre les mesures demandées ou refuser de donner suite à ces demandes.

La demande d'exercice de droits sera traitée dans un délai d'un mois à compter de sa réception. Au besoin, ce délai peut toutefois être prolongé de deux mois, compte tenu de la complexité et du nombre de demandes reçues.

Vous disposez également du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (la CNIL).